

QUESTIONNAIRE

Charles HEIMBERG, né le 17 février 1959 à Chêne-Bougeries près de Genève. J'ai eu une enfance dans une famille bourgeoise, aîné d'une fratrie de trois enfants. Mon père codirigeait un bureau de géomètre qui employait une vingtaine de personnes, ma mère était mère au foyer. C'était un milieu catholique, démocrate-chrétien, intéressé au football du côté masculin.

J'ai adhéré à la LMR en tant que collégien au début de l'année scolaire 1975-1976. J'y suis resté une dizaine d'années en militant surtout par la suite dans le secteur de la santé.

J'ai obtenu un diplôme de maturité en 1977, un diplôme d'infirmier en psychiatrie en 1980, une licence ès lettres (histoire et italien) en 1990 et j'ai soutenu une thèse de doctorat sur l'histoire du mouvement ouvrier en 1995.

J'ai été infirmier en psychiatrie, éducateur, enseignant d'histoire, puis formateur d'enseignants d'histoire. Depuis 2011, je suis professeur de didactique de l'histoire à l'Université de Genève. À l'époque de mon adhésion à la LMR, je vivais chez mes parents. J'ai vécu en couple, dans un premier temps en colocation avec des amis, dès le début de 1977. J'ai eu un enfant en 1981. Un second est né en 1988.

AVANT L'ADHESION A LA LMR

J'étais très jeune, en rupture profonde avec mon milieu familial. Je me suis intéressé à la politique dans le cadre de ma vie sociale au Collège Claparède, au sein d'un groupe La Taupe qui était très présent dans cette école. J'ai participé à de nombreuses manifestations et je me suis engagé dans quelques structures associatives, notamment contre le nucléaire. Je lisais beaucoup et j'écoutais assidument la radio. J'étais attiré par la contre-culture et les discours de contestation de l'époque.

Les circonstances de mon adhésion à la LMR ont été contrastées. Ce fut un mélange de sociabilité adolescente et potache d'une part, de curiosité et de révolte contre une société absurde d'autre part. J'ai le souvenir d'un violent refus de la vie bourgeoise et conformiste qui m'était promise, d'une ferme volonté de m'engager dans tout autre chose que ce qui m'attendait dans mon milieu familial. J'étais à la fois révolté contre le monde et contre mon monde.

Je n'ai pas de souvenir particulier d'un moment précis d'adhésion aux idéaux de la LMR. J'ai été pris dans un effet de groupe au cœur de ma vie de collégien. Je me suis en quelque sorte conformé aux pressions sociales d'un collectif, mais non sans aller ensuite, petit à petit, et d'une façon plus personnelle, jusqu'au bout de cette démarche d'engagement.

J'ai par contre le souvenir antérieur plus précis d'un moment d'une sensibilisation à gauche, d'une adhésion forte au refus de faire comme si de rien n'était alors que le monde dans lequel je vivais allait mal. Cela devait être le 12 septembre 1973, au lendemain du putsch de Pinochet, lors de ma première année au collège, une leçon de musique et une enseignante, je ne sais plus qui, mais qui a pleuré, pleuré : elle nous a dit qu'elle ne pouvait pas nous expliquer pourquoi, mais que nous pouvions regarder dans les journaux. Ce que j'ai fait...

En réalité, mon adhésion véritable à la LMR, même si elle date formellement de mes années de collège, a eu lieu dans un second temps, en 1977, après cette période d'engagement dans le cercle La Taupe, lorsque j'ai fait le choix, contrairement à la plupart, voire à la totalité, de mes camarades, de ne pas faire d'études universitaires après la maturité et de m'engager plutôt dans une formation professionnelle salariée. J'ai échoué au concours des études pédagogiques primaires, mais j'ai été pris tout de suite, à ma grande surprise, à l'école d'infirmiers en psychiatrie. C'était là une sorte d'accommodement entre les consignes encore assez vagues de l'organisation (autour de l'idée de professionnalisation) et le besoin que je ressentais fortement d'une indépendance financière alors que j'avais quitté le cadre familial un peu avant mes 18 ans. Cela m'a donné d'emblée la possibilité d'un engagement syndical et politique dans le domaine de la santé et de la psychiatrie, expérience concrète et complexe qui s'incarnait dans une pratique militante de terrain très particulière, ouvrant

à toutes sortes de questionnements.

AU SEIN DE L'ORGANISATION

L'essentiel de mes souvenirs concerne mon engagement syndical en relation avec l'expérience professionnelle et humaine particulièrement forte qu'a représenté pour moi le travail infirmier en psychiatrie. Je crois que j'ai supporté la dureté de cette expérience par la réflexion et la mise à distance que me permettait mon engagement militant au sein de la LMR et alentours. Les lectures et les débats au cours desquels intervenaient des camarades dont j'admirais la pensée (apparemment) fluide ont constitué pour moi un véritable travail de formation à la conscience sociale et à la pensée critique. Cela m'a permis à la fois de me préparer à m'affirmer et à agir concrètement, malgré mon très jeune âge, sur le terrain des luttes sociales (travail syndical dans les services, mouvement de la fonction publique genevoise) et de développer une posture critique à l'égard de mon travail et de ses contradictions (tensions entre aide face à la souffrance et répression psycho-sociale).

Au sein de la LMR, après quelque temps en « cellule jeunes », j'ai intégré la « cellule santé » en 1977. Je n'ai pas beaucoup investi les structures internes de l'organisation parce que j'étais très pris par mon engagement syndical. Je crois que j'ai dû passer une année, je ne sais plus quand, à la « direction de ville » de la section genevoise. Mon engagement est resté surtout et intensément local, avec toutefois une forte sensibilité à l'actualité internationale. Mais je dois dire que je n'ai jamais été vraiment passionné par la politique nationale, à part ma présence à de nombreuses manifestations. J'ai participé à au moins un congrès de l'organisation (celui du changement de nom en 1980) et à quelques structures ponctuelles. Je me souviens en particulier de mon engagement important, avec de nombreux déplacements à Berne, dans une commission qui a préparé l'initiative fédérale pour des ateliers publics d'apprentissage (lancée en 1982, votée et largement rejetée en 1986).

J'ai participé aux activités d'un groupe « La Taupe-santé » qui associait des membres et des sympathisants de l'organisation impliqués professionnellement dans le secteur de la santé pour un travail de réflexion théorique sur les questions de politique sanitaire. Mais j'étais surtout engagé dans la VPOD dont le groupe Bel-Air était particulièrement actif et dans lequel je travaillais à la fois sur des questions de défense des conditions de travail et sur des aspects plus qualitatifs et problématiques (notamment autour de la répression psychiatrique et de la violence envers les usagers). J'étais alors en contact avec les milieux de l'antipsychiatrie. J'étais également membre du comité de section genevois du syndicat et j'ai participé à plusieurs congrès nationaux de la VPOD.

Mon engagement a toujours été à la fois pratique et intellectuel, sans doute plus pratique dans le syndicat et plus intellectuel dans l'organisation. Mais c'est une partition à nuancer puisque nous avons par exemple publié un journal à l'échelle du groupe syndical, *Infos Bel-Air*, qui proposait des réflexions de fond sur le travail comme sur la psychiatrie. Et qu'il y avait aussi des tâches pratiques au sein de l'organisation.

Mes activités militantes sont restées locales pour l'essentiel, mais elles ont aiguisé une curiosité beaucoup plus large sur les plans thématique et géographique, notamment dans des réseaux de critique de la pratique psychiatrique en France et en Italie, ou de critique de la politique sanitaire en général, mais également par des lectures assidues de la presse militante et d'ouvrages divers sur le marxisme et sur toutes sortes de sujets.

Mon militantisme au quotidien a été très prégnant, même si je me suis préservé un minimum, notamment en travaillant quelque temps à 80% après la naissance de mon premier enfant. C'est davantage mon insertion professionnelle et les réalités de ses horaires irréguliers qui m'ont coupé de mes relations sociales antérieures et qui les a limitées d'une manière générale, en dehors de la sociabilité militante. Le fait d'avoir été professionnalisé, et d'avoir eu rapidement un enfant, m'a

passablement coupé de mes relations sociales précédentes, mais en a aussi permis de nouvelles. Je précise à ce propos qu'après ma maturité et le choix d'une formation dans les soins infirmiers en psychiatrie, mes camarades collégiens du groupe La Taupe avaient rapidement et quasiment tous quitté l'organisation. J'en ai retrouvé quelques-uns bien des années plus tard sur les bancs de l'université. Mais ils n'étaient plus vraiment politisés. J'ai aussi remarqué que ceux de mes anciens camarades de collège avec qui je suis encore en contact aujourd'hui et qui sont restés progressistes à un titre ou à un autre ne faisaient pas particulièrement partie des ténors du petit groupe de militants de l'époque.

J'étais en relation avec des militants d'autres organisations dans le cadre surtout de mes activités syndicales. Cela n'a posé aucun problème sur le terrain, au sein des institutions psychiatriques, où même la cohabitation avec le syndicat concurrent, le SIT, était d'autant plus fraternelle que les implantations respectives des deux structures étaient complémentaires. La situation était plus tendue au sein de la section genevoise de la VPOD où plusieurs tendances politiques s'affrontaient et où il m'a fallu du temps, avec certains collègues, pour établir des relations de réelle collaboration qui ne soient pas trop conditionnées par mon identité politique et organisationnelle.

Certes, la surcharge de travail était considérable, et les cotisations bien trop élevées. Mais c'est une crise personnelle qui a fini par me les faire apparaître comme telles, une vraie crise de sens liée à ma situation professionnelle qui m'a mené à changer de vie et à entreprendre des études à partir de 1985. À l'inverse, ces facteurs ne m'avaient pas empêché de fonctionner tant que je trouvais suffisamment de sens à mon activité professionnelle et à l'engagement qui l'accompagnait.

FÉMINISME ET MODES DE VIE

Je vivais à l'époque en union libre avec une compagne qui était en contact avec les mouvements féministes et avait des engagements associatifs sans être aussi militante que moi. Nous avons eu un enfant très tôt, qui est né à domicile et pour lequel la question s'est évidemment posée du partage des tâches éducatives. Mon engagement militant et professionnel, pour des raisons objectives, mais sans doute aussi en reproduisant plus ou moins inconsciemment des modes de fonctionnement plus traditionnels, a limité ce partage des tâches et la dimension non-conventionnelle de notre mode de vie. Certes, nous cherchions à échapper à autant de traditions que possibles, et nous l'avons fait à bien des égards, mais nous ne sommes finalement pas allés très loin dans cette voie en termes de mode de vie alternatif.

Au sein de l'organisation, les rapports entre hommes et femmes étaient parfois tendus et je ne comprenais pas toujours bien les raisons de ces tensions. Je crois que je ne me sentais pas vraiment concerné. Ce sont des questions auxquelles j'ai un peu réfléchi beaucoup plus tard en termes de déterminisme de genre, y compris et surtout du point de vue de la masculinité, mais je ne crois pas avoir vraiment perçu à l'époque l'ampleur des rapports de domination inconscients qui se jouaient alors.

REVOLUTION, VIOLENCE ET DEMOCRATIE INTERNE

Pour moi, la dimension internationale de l'organisation relevait d'abord et surtout d'une conviction, puisqu'elle ne se traduisait pas particulièrement dans mes pratiques militantes quotidiennes centrées sur des enjeux locaux. Je les situais pourtant clairement dans une perspective internationaliste, avec un clair refus de toute idée nationaliste. J'ai cherché à m'informer sur des questions internationales et j'ai souvent manifesté sur des thèmes de solidarité internationale. J'ai constamment pensé que l'ensemble des questions identitaires (équivalentes aux nationalismes à cette époque) étaient très dangereuses et soufflaient un vent contraire à toute perspective progressiste. J'ai évidemment appris un peu plus tard que c'était forcément un peu plus compliqué, et notamment qu'une certaine forme

de patriotisme pouvait s'associer, et s'était associée dans le passé, à la lutte contre le fascisme. Mais je reste profondément attaché à cette idée internationaliste qui est bien mal en point aujourd'hui.

À côté d'autres lectures, je lisais régulièrement la presse de l'organisation, mais je me souviens avoir lu plus volontiers *Rouge* ou *Critique communiste* que *La Brèche*.

Je ne crois pas avoir eu sérieusement l'impression de pouvoir vivre effectivement la fin du système capitaliste à relativement court terme. Mais ce souvenir est évidemment suspect parce qu'il relève probablement d'une reconstruction après coup. En réalité, je crois que la question ne se posait pas tout à fait en ces termes. Ce qui comptait le plus, sur le moment, c'était le refus d'accepter le monde tel qu'il était et de pouvoir y vivre avec toute la lucidité possible, en apprenant à déconstruire son fonctionnement réel et ses aberrations. Y compris en travaillant sur des concepts comme l'aliénation qui tentaient d'expliquer pourquoi ce système de société pouvait perdurer à ce point malgré de si criantes injustices. Dans ce cadre, des discours ou des textes théoriques avaient bien sûr tendance à nous annoncer constamment une sorte de grand soir. À ce propos, j'ai surtout le souvenir d'une prédiction sans cesse répétée comme quoi le système était en crise, une crise si profonde que cela ne pouvait plus durer, et qu'il nous fallait percevoir l'ampleur des mutations profondes de la société, particulièrement au sein de la jeunesse. Je n'avais pas encore lu sérieusement Gramsci à l'époque et je n'avais pas vraiment conscience du caractère profondément indissociable de son fameux binôme du pessimisme de l'intelligence et de l'optimisme de la volonté. À l'époque, qui était déjà marquée par des défaites comme celle des ouvriers de la Fiat en octobre 1980, c'était sans doute une espèce d'antidote au désespoir. Avec cette petite musique intérieure qui faisait que ce qui n'était pas advenu pouvait advenir à tout moment (selon une formule qui relève non pas du vocabulaire de l'époque, mais de l'histoire critique d'aujourd'hui) et que l'on se sentait toujours prêt à la rupture, au cas où... Mais je ne crois pas avoir sérieusement attendu le grand soir, peut-être parce que la période de mon engagement ne s'y prêtait déjà plus tout à fait...

Je n'ai jamais été un adepte de la violence et je ne me suis jamais imaginé participer directement à une forme de violence révolutionnaire. J'ai un dégoût viscéral pour tout ce qui est militaire et j'ai été bien soulagé d'être réformé de l'armée sans problème. Je n'aurais jamais accepté de faire mon service militaire dans une perspective militante, malgré la ligne officielle de l'organisation. Et j'ai bien sûr été très sensible, ultérieurement, au mouvement pour l'abolition de l'armée en Suisse. Je ne me souviens pas avoir beaucoup réfléchi à cette question de la violence à l'époque. Je ne crois pas que cette question s'est vraiment posée pour moi. J'étais surtout fasciné par les luttes sociales, par les actions ouvrières radicales comme l'occupation des LIP à Besançon, souvent invoquée comme une sorte de modèle. Ce qui m'intéressait, c'était les expériences d'auto-organisation, ces moments de rupture et d'émulation collective dans lesquels tout ou presque devenait possible, notamment une démocratie plus avancée, y compris avec la perspective des conseils ouvriers, c'est-à-dire d'un dépassement de la démocratie représentative traditionnelle vers davantage d'implication des acteurs. C'était avant tout une bataille des idées, des pratiques sociales. J'avais d'abord la conscience de l'effroyable violence du monde, celle des exploiteurs, celle des militaristes, celle de l'extrême-droite, mais aussi celle des trahisons stalinienne ou socio-démocrate. J'avais en tête les images de Karl (Liebknecht) et Rosa (Luxemburg) assassinés dans le cadre de la répression menée par le socialiste Gustav Noske, des *poumistes* catalans éliminés par les staliniens qui brisaient la Révolution espagnole. J'avais de l'admiration pour des acteurs fétiches comme Trotsky, pour ce que je percevais comme leur constance, surtout en tant que vaincus. Mais je ne m'identifiais pas particulièrement à la dimension militaire de leurs combats que j'avais tendance à occulter. Et je ne crois pas que la question de la violence légitime se soit alors posée pour moi. J'étais plutôt dans une posture de résistance active, radicale, mais non-violente.

Il est difficile de tenir un propos général sur les rapports de respect ou de domination entre les militants au sein de l'organisation. J'ai le souvenir d'avoir côtoyé des camarades très généreux et

quelques personnalités vraiment problématiques. Il est vrai que la profession que j'exerçais me rendait attentif à certaines réalités. D'une manière générale, les relations internes étaient plutôt plaisantes, mais pas avec tout le monde. C'est pour cela que j'ai toujours maintenu une certaine distance avec la vie de l'organisation, qui n'a jamais pris toute la place, ni trop de place, dans mon existence. C'était d'ailleurs d'autant moins possible que ce que je pouvais vivre dans ma pratique professionnelle était somme toute bien plus prenant et surtout très difficile à socialiser dans l'espace proprement militant.

Sur le plan des relations sociales, ce qui reste le plus important dans mes souvenirs concerne de belles rencontres au sein de l'organisation. Ces souvenirs sont toutefois biaisés par le temps qui est passé depuis et les relations qui se sont poursuivies ou interrompues depuis lors. Je dois dire aussi que j'ai été confronté parfois à des formes de paternalisme de la part de quelques camarades, certes très peu nombreux, dans des situations très précises ou d'une manière plus générale. Cela a fini par me peser, en contribuant d'une certaine manière à l'émergence de la crise personnelle qui m'a mené à changer d'orientation au milieu des années 1980.

Je n'ai été victime d'aucune répression politique ou syndicale. Mais je me sentais constamment sous pression au niveau professionnel, avec le sentiment de ne pas avoir droit à l'erreur, que tout ce qui pourrait m'être éventuellement reproché pourrait servir de prétexte et être payé au prix fort.

Je n'ai pas le souvenir d'avoir été mêlé à un conflit ouvert au sein de l'organisation. Je n'ai que des souvenirs liés à la gestion des engagements, aux résistances presque quotidiennes à toutes sortes d'injonctions à faire ceci ou cela. J'ai eu parfois des désaccords politiques, dont mon opposition au changement de nom de l'organisation qui ne m'a jamais convaincu. Mais ce n'est pas ce qui m'a le plus marqué dans cette expérience militante.

LE PSO ET LA PROLETARISATION

Lorsqu'en 1980, la LMR est devenue le Parti Socialiste Ouvrier (PSO), j'étais opposé à cette nouvelle dénomination qui me paraissait confusionniste et beaucoup trop modérée. En même temps, j'avais déjà fait à ma manière le pas de la professionnalisation, qui n'était certes pas une véritable « prolétarisation », mais qui s'inscrivait pleinement dans ce projet puisque le secteur de la santé constituait à l'évidence un secteur d'implantation intéressant et prometteur pour l'organisation. Les circonstances ont ainsi fait que je n'ai pas vraiment eu de questions à me poser par rapport aux implications personnelles de cette nouvelle orientation politique.

DEMISSION EVENTUELLE - FIN DE LA LMR

J'ai quitté la LMR/PSO autour de 1985, de manière assez progressive, dans le contexte d'une réorientation vers des études universitaires de lettres en histoire. Cette décision a été notamment motivée par des problèmes de santé liés à une surcharge d'activités et un sentiment général de me trouver dans une impasse. Plusieurs facteurs s'étaient accumulés, dont une certaine lassitude à l'égard de la vie militante, mais aussi et surtout, au plan professionnel, le fort sentiment d'une impuissance, mon statut d'infirmier ne laissant guère de marge de manœuvre dans un domaine psychiatrique largement soumis à une médicalisation aussi rentable sur le plan économique que déplorable sur le plan humain, une tendance qui me paraissait inique du point de vue des usagers. De fait, la situation d'impasse dans laquelle je me trouvais signifiait un échec de mon projet de professionnalisation militante. Je me suis trouvé confronté à une difficulté que je n'imaginai pas comme telle au début, celle de tenir dans la durée dans ce projet sans avoir une marge d'action et d'autonomie suffisante. Le phénomène était sans doute encore accentué par les spécificités du travail infirmier en psychiatrie puisqu'après une dizaine d'années, quasiment tous les collègues avec qui j'avais suivi cette formation professionnelle avaient déjà quitté le métier. Le changement de vie qu'impliquait le fait de s'engager dans des études en maintenant une pleine

activité professionnelle, moyennant des aménagements d'horaires et un nouvel emploi dans le secteur de l'éducation spécialisée, ne laissait plus guère de place à une activité militante régulière. Il n'y a donc pas eu de rupture politique brutale, mais une rupture de fait, motivée par des raisons pragmatiques.

Par la suite, j'ai assisté de l'extérieur à la fin de la LMR/PSO, rapidement suivie à Genève par l'émergence de SolidaritéS et de l'Alliance de gauche. Je ne me sentais pas concerné par cette structure politique, trop traditionnelle à mes yeux, tout en restant engagé sur le plan syndical et associatif, surtout sur les questions scolaires. Mais j'avais alors pleinement conscience, et cela n'a pas vraiment changé, du fait que ma manière d'affronter théoriquement les questions nouvelles qui se posaient n'était pas sans rapport avec ma formation politique initiale et son évolution ultérieure.

APRES LA LMR/PSO...

Par la suite, même s'il y a eu des hauts et des bas, j'ai conservé une activité militante associative, puis de nouveau syndicale lorsque je suis devenu enseignant. J'ai constamment côtoyé d'anciens camarades de l'organisation. Là encore, il n'est pas possible d'établir un constat général et il y a surtout un ensemble de cas particuliers. Mais j'ai eu plusieurs occasions de percevoir des éléments de continuité lors d'actions communes, et diverses, avec d'anciens membres de l'organisation.

Je pense n'avoir rien renié de ce que pour quoi je m'étais engagé au sein de l'organisation et l'avoir même prolongé d'une certaine manière à travers mon travail intellectuel. Le fait d'avoir consacré ma thèse de doctorat à l'histoire du mouvement ouvrier en est par exemple un signe. C'est sans doute aussi dans le même esprit que je me suis fortement investi ensuite dans l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier. Avec la pratique de l'enseignement, j'ai retrouvé cette dichotomie entre la défense du statut des enseignants et celle des droits des élèves. Plus récemment, mon engagement professionnel et associatif pour faire valoir et transmettre une histoire progressiste par des pratiques émancipatrices s'inscrit dans la même perspective.

L'aspect le plus critique de mon expérience de militantisme au sein de la LMR m'est apparu après coup et progressivement. Je crois en effet qu'on pouvait pratiquer ce militantisme de deux façons très différentes : la façon désincarnée et abstraite de ceux qui vivaient, et vivent encore parfois, dans une bulle en séparant leur vie militante de la vie réelle ; et celle qui consistait à s'efforcer de mettre en cohérence tous les aspects de la vie, y compris la dimension professionnelle. J'ai ainsi été très déçu par l'attitude inconséquente et peu compatible avec leurs affirmations théoriques publiques de quelques rares camarades qui ont rechigné à mobiliser leur sens critique et leur radicalité progressiste au fil de leurs pratiques sur leurs lieux de travail.

A POSTERIORI...

Comment évoquer aujourd'hui les lignes de force du projet marxiste-révolutionnaire de l'époque ? C'était d'abord un produit de ce temps-là, une tentative d'agir sur le monde en appliquant des textes théoriques eux-mêmes issus en partie d'un autre temps. Il était sans doute illusoire de se situer dans une perspective révolutionnaire, ou proclamée comme telle, et nous nous trouvions en réalité bien davantage dans une logique de résistance à l'injustice et d'affirmation d'un contre-pouvoir. Nous n'avions surtout pas encore vécu l'expérience de la très grande et durable capacité de résistance, et de récupération, du système libéral dominant que nous contestions.

Le projet marxiste-révolutionnaire avait d'abord l'immense intérêt de fournir des instruments de réflexion et d'analyse pour déconstruire, et dénoncer avec de bons arguments, à la fois les méfaits de la société bourgeoise et capitaliste et les errances du mouvement ouvrier traditionnel, stalinien ou social-démocrate. Mais il n'en a pas moins été entraîné lui aussi dans ce qui est devenu une défaite générale de la gauche et de ses espoirs à la fin du XX^e siècle. C'est ainsi toujours la même question qui se pose à nouveaux frais, et avec toujours plus de désarroi, celle de savoir comment rendre possibles et faire émerger des débouchés politiques progressistes.

La veine d'utopie qui nous animait a sans doute nourri des illusions et suscité des aveuglements

face à certaines situations. Mais je ne suis pas de ceux qui regardent cela avec un mépris ironique et hautain. En effet, nous ferions bien de mesurer aujourd'hui combien nous manquons d'horizons d'attente, d'espérances et d'utopies ; et à quelles formes de barbarie cela ouvre à nouveau dans un air du temps très sensible aux sirènes des crispations identitaires et des politiques autoritaires.

Ce n'est pas tant la notion d'avant-garde qui a posé problème, mais c'est celle de parti. Et avec elle, en Suisse, la difficulté de ne pas se laisser enfermer dans la vanité et les illusions de la vie politique traditionnelle ponctuée par les instruments de la prétendue démocratie semi-directe.

Cette prétendue avant-garde a en tout cas rendu possible une belle dynamique de formation au sens critique, ce qui est très positif, mais elle n'a pas su pour autant inventer suffisamment de nouvelles formes d'engagement et de vie à la hauteur des promesses de ses propos révolutionnaires. Et ce problème reste entièrement posé aujourd'hui.

Ces années d'engagement à la LMR ont été pour moi une période de découverte et de maturation qui ont gardé toute leur importance et dont je ne regrette rien. Je précise toutefois que je pense là à l'ensemble des composantes de cette période, soit y compris mon expérience professionnelle et personnelle dans le domaine de la psychiatrie, et que je ne sais pas si ce regard rétrospectif serait si positif si j'avais passé ces années de militantisme à l'université. En tout cas, cela n'a pas été une parenthèse dans ma vie, mais une étape qui a préparé les suivantes et avec lesquelles je perçois clairement des continuités.

Finalement, d'un point de vue socio-historique et politique, je ne sais pas bien ce que l'expérience LMR/PSO a vraiment apporté sur le moment, et si cette question peut et doit être posée du seul point de vue de cette organisation ou du point de vue plus général des mouvements contestataires des années 1960-1970. Bien sûr, je reste très sensible à la spécificité d'une organisation politique qui n'a jamais cédé aux sirènes du stalinisme, du stalino-maoïsme et d'une certaine « collaboration de classe ». Cette idée d'une autonomisation idéologique de la classe ouvrière, que j'évoquerais plutôt aujourd'hui en termes de « classe subalterne en émancipation », constitue un héritage fort. La question reste toutefois posée du risque d'avoir raison tout seul, seul dans sa tour d'ivoire. De ce point de vue, et malgré le désarroi qui caractérise la période actuelle d'un point de vue progressiste, compte tenu notamment de la crise profonde des organisations de la gauche traditionnelle, je reste très marqué par les débats sur le front unique qui m'ont sensibilisé à la nécessité d'une certaine forme d'unité face à la barbarie et du refus de tout sectarisme. Mais je n'en maintiens pas moins ma distance critique à l'égard des impasses de cette gauche traditionnelle, de ses appareils et de ses dirigeants.

Peut-être faut-il insister surtout sur l'héritage de cette expérience de formation politique au sein de la LMR, de la capacité de discernement à laquelle elle a contribué, de ce sens critique, de cette prise de conscience que les maux du monde résultent bien de constructions et non pas de fatalités. Tout cela n'a certes pas empêché la défaite majeure subie par la suite par le mouvement progressiste, toutes tendances confondues. Mais au-delà de cette désillusion, il y a lieu de confronter sans cesse cette posture critique à de nouveaux apports, de la réinterroger, de la complexifier en se libérant de tout dogmatisme pour tenter de mieux comprendre le monde actuel et y agir. En outre, aujourd'hui comme hier, c'est une inventivité renouvelée dans le domaine de la transformation des modes de vie collectifs, des modalités de la vie sociale, qui devrait redonner tout un potentiel à cette dimension critique.

Aujourd'hui, je me situe résolument à gauche, et résolument internationaliste, c'est-à-dire opposé à toutes formes de résurgence identitaire, y compris et surtout quand elles se prétendent progressistes, dans la triste et inquiétante époque que nous traversons. Mais je ne me reconnais actuellement dans aucun parti en Suisse. Et ma petite contribution à l'émancipation sociale se situe pour l'essentiel dans mes domaines de travail, l'histoire sociale, sa transmission et une éducation non-prescriptive. Il me semble par ailleurs que des éléments de continuité entre mon passé militant à la LMR et le présent peuvent être évoqués autour de thématiques particulières, comme par exemple entre mon engagement d'alors pour des ateliers publics d'apprentissage et mon travail actuel dans le domaine

de la formation des enseignants, avec l'idée que pour être émancipatrice, toute formation, qu'elle soit ou non professionnelle, gagne à être indépendante des intérêts immédiats des employeurs. Plus largement, l'idée peut également être évoquée que l'action humaine, au cœur de diverses tensions contradictoires entre oppression/reproduction et émancipation, puisse déplacer autant que possible le curseur du côté de l'émancipation (ce qui vaut autant pour la psychiatrie que pour la formation ou pour l'appropriation d'une pensée historienne critique).

Comme historien travaillant notamment sur les témoignages, je ne peux pas ignorer que les récits rétrospectifs mènent naturellement à des constructions téléologiques par lesquelles des moments du passé sont exposés sous l'influence déterminante de ce que l'on sait de ce qui s'est déroulé par la suite. Un vrai travail d'histoire devrait consister à reproduire autant que faire se peut les actions, les émotions, les peurs ou les espoirs qui ont marqué les présents successifs d'un itinéraire de vie. Pour ce faire, il faudrait le confronter à d'autres sources, mais je n'en ai guère produites à cette époque. J'éprouve ainsi une certaine difficulté à rendre compte de la nature de mon engagement de jeunesse, au cours des années du collège. Une image me revient pourtant, celle d'une adhésion un peu trop enthousiaste, le sentiment de la fluidité des constructions intellectuelles marxistes d'Ernest Mandel, l'impression d'une justesse de la théorie que nul autre n'aurait pu produire, etc. Cette manière de penser le monde me donnait beaucoup d'enthousiasme et un sentiment de grande confiance pour me confronter à la pensée dominante, celle de ma famille et de beaucoup de mes enseignants, celle aussi que j'apprenais à percevoir, pour mieux la dénoncer, dans les médias bourgeois. Mais ce n'était pas encore là une véritable pensée critique.

Il me semble que la suite de mon parcours a été caractérisée par deux expériences très importantes. La première, c'est cette véritable « école de la vie » qu'a représenté mon travail dans le domaine des soins psychiatriques, qui s'est déroulée en parallèle et en relation avec mon engagement dans l'organisation. La seconde, c'est ma formation intellectuelle à l'histoire, aux sciences sociales et à leur transmission, intervenue après coup. Ces deux expériences, chacune à leur manière, m'ont appris ce que je n'avais pas pu appréhender d'emblée, à savoir la nécessité fructueuse du doute. Et aussi le fait que rien n'est jamais aussi simple que ce que l'on croit, que des réalités contradictoires peuvent coexister l'une et l'autre, que des dilemmes insurmontables caractérisent la réalité effective de la plupart des situations sociales, qu'il faut dès lors toujours croiser ses sources d'information. Elles m'ont également mis au contact d'auteurs très divers, pas forcément tous marxistes, mais qui m'ont tous permis à leur manière de prendre conscience de l'intensité et des dimensions cachées du monde social, de l'intérêt d'un regard dense sur les sociétés pour y percevoir en particulier ce qui est le plus profond, le plus caché et le plus contradictoire.

De tout cela, je retire constamment que les problèmes humains présentent toujours une dimension politique, mais qu'ils ne s'y réduisent pas ; que leur pleine résolution n'est possible que dans une perspective sociale ; que le possible n'est pas toujours ce qui advient, loin s'en faut, mais qu'il reste néanmoins possible ; que subsistent toujours des possibles.